

Pas d'orientation scolaire au service de tous les élèves sans les CIO et les COP

Quelques précisions qu'il était bon de rappeler...

La mise en place, le 30 janvier 2014, d'un Groupe de Travail sur la question de l'Orientation (GTO) dans l'EN et de ses services spécifiques, a pu laisser penser que le ministère semblait enfin prendre la mesure de la place occupée par les Centres d'Information et d'Orientation (CIO) et les Conseiller-e-s d'Orientation Psychologue (COP) dans l'approche éducative de l'orientation scolaire. Le document soumis alors aux organisations syndicales le 30 janvier (mieux vaut tard que jamais !) s'appuyait sur plusieurs aspects qui nous ont permis d'envisager la poursuite de notre participation au GTO :

- Le rappel de la mission régalienne de l'Etat (non partagée donc) en terme d'orientation scolaire.
- Le rappel du maintien des CIO en appui de la mise en œuvre de la politique d'information et d'orientation des jeunes dans les établissements scolaires et d'enseignement supérieur.
- Le rappel de la situation des personnels de l'orientation qui restent des fonctionnaires d'Etat (leurs statuts et leurs missions étant définis par l'EN).

Une deuxième étape en forme de douche froide

Les services d'orientation de l'EN ont subi, ces dernières années, autant de dégradations (fermetures de CIO, recrutement de COP quasi inexistant...) de leurs conditions d'accueil du public et de travail de leurs personnels que de remise en question du sens même de leurs missions (projet de décentralisation, de régionalisation, orientation tout au long de la vie, priorité à l'insertion au détriment d'une contribution à la construction de parcours scolaires appropriés à chacun). Malheureusement, les réponses initialement proposées lors de la deuxième réunion du GTO, le 13 février 2014, si elles sont maintenues, ne permettront pas de remettre à flot un service public d'orientation de l'EN aujourd'hui porté à bout de bras par des personnels déboussolés.

Les fortes inquiétudes que nous avons pointées à l'issue de la réunion du 30 janvier n'ont pas été levées le 13 février :

- **sur la carte des CIO** : Il est clair que pour nous, aujourd'hui, le compte n'y est pas. Nos craintes de démantèlement du réseau des CIO sont confirmées par les propositions du ministère. La référence aux Bassins de Formation comme entité territoriale pour l'implantation des CIO devrait en effet aboutir, selon nos estimations, à la fermeture de plus de la moitié d'entre eux. Nous déplorons aussi la mise en perspective de cette carte des CIO avec la mise en place du Service Public Régional de l'Orientation (SPRO).
- **sur les missions** : Nous constatons une volonté d'entraîner les CIO et les COP sur le terrain du SPRO au détriment des missions premières de l'orientation scolaire. L'accent est ainsi mis sur le côté vitrine de l'orientation tout au long de la vie (salons, forums...) et sur l'accompagnement, au CIO !, des « autres publics » dont la liste s'allonge de manière très inquiétante (pour le public scolaire et leurs familles, on se limite à l'accueil et l'information). Si l'on ajoute à ces missions celles qui concernent le conseil technique dans les EPLE, nous nous demandons comment les COP pourront effectivement accompagner les élèves et leurs familles en vue de l'aide à l'élaboration de leur parcours de formation. Et nous ne parlons même pas de la contribution à l'observation des réalités scolaires en terme d'orientation ainsi que de la contribution à la mise en œuvre des conditions de la réussite éducative.

Pour un service public d'orientation de l'éducation nationale « digne de ce nom »

SUD éducation défend une véritable politique de l'orientation scolaire au service de tous les élèves et de leur famille et condamne toutes les mesures qui ne feraient qu'accentuer une situation inverse. Nous rappelons à ce titre que le « *SPRO en tant qu'émanation du concept d'orientation et de formation professionnelle tout au long de la vie* » (loi OFPTLV de 2009) ne correspond pas à nos yeux à une réponse appropriée aux questions sociales (emploi, insertion professionnelle...) qui lament actuellement notre société. Cette vision réductrice, portée par un facile discours qui établit une relation directe entre difficulté d'insertion professionnelle et orientation scolaire, sert en réalité une dérive utilitariste de l'Ecole, soumise plus que jamais au diktat de l'économie libérale. Il suffit de constater le rôle de plus en plus important joué par le monde de l'entreprise dans les questions scolaires. L'installation, en octobre dernier, du conseil national éducation économie, qui fait la part belle au MEDEF, en est une des dernières illustrations.

Pour permettre aux élèves de construire leurs parcours scolaires en prenant en compte un certain nombre d'éléments liés tout autant à leur personnalité en construction qu'à des réalités collectives, **SUD éducation considère au contraire que le service public d'orientation de l'éducation nationale doit être renforcé. Cela passe par :**

- **Des CIO qui relèvent exclusivement de l'Education nationale.**
- **Un retour au nombre de CIO existant avant les fermetures de ces cinq dernières années et des moyens de fonctionnement décents (en personnels, en locaux et matériels).**
- **Si « SPRO » il y a, une convention entre autorité académique et régionale qui doit s'inscrire dans un cadre institutionnel national défini par le ministère de l'Education nationale et limiter la contribution des CIO à une simple participation à la coordination des acteurs publics de l'orientation, de l'insertion et de la formation professionnelle (à l'image de ce qui existe, de fait, actuellement).**
- **Des COP affecté-e-s en CIO et la confirmation de leur statut et de leurs missions définis par le décret du 23 août 2011.**
- **Un recrutement à la hauteur des besoins pour remédier à l'importante précarisation du corps (titularisation des COP contractuel-le-s) et pour permettre d'atteindre le ratio de 1 COP pour 400 élèves du second degré.**

Voilà les positions que nous défendrons lors des discussions ministérielles à venir sachant qu'il n'est pas envisageable pour nous, de poursuivre notre participation au GTO, si dans le même temps des initiatives de fermeture des CIO et de réorganisation des services de l'orientation sont prises dans certaines académies, à l'image de celle de Rouen.

L'ECOLE N'EST PAS UNE ENTREPRISE

L'EDUCATION / L'ORIENTATION NE SONT PAS DES MARCHANDISES



Fédération des syndicats SUD éducation